



COMMUNIQUE DE PRESSE

#PlusJamaisCa, signons #PourLeJourDapres

Aujourd'hui dans un monde à l'arrêt, des femmes et des hommes prennent encore le chemin du travail avec de simples gestes barrières comme protection ou restent confinés dans leur logement en télétravail, en chômage partiel, pour garde d'enfant... Les témoignages recueillis chaque jour révèlent le fossé entre la communication gouvernementale et la réalité de terrain.

Le Président de la République a annoncé le 13 avril, la prolongation du confinement et la réouverture progressive des crèches, des écoles et des établissements scolaires à partir du 11 mai. Il a par ailleurs annoncé que les manifestations culturelles étaient suspendues jusque mi-juillet, que les restaurants et cafés restaient fermés afin de respecter la distanciation sociale. Ces décisions contradictoires sont inquiétantes. Nos organisations ne sont pas dupes, cette annonce a pour effet d'imposer aux travailleuses et travailleurs de ce pays un retour dans les entreprises comme le souhaite le MEDEF. La reprise de l'activité économique ne justifie pas de mettre en péril non seulement la santé des agents publics mais de la société toute entière !

La crise sanitaire majeure que nous vivons et qui plonge dans le deuil chaque jour des milliers de familles, éclaire d'une lumière crue les manques et les mensonges d'un gouvernement, plus soucieux des profits que de la santé des citoyen·nes.

L'épidémie a brutalement révélé le danger engendré par la politique néolibérale que M. Macron avait décidé d'accentuer en transformant le salarié en autoentrepreneur et l'utilisateur du service public en client. Cette vision marchande a été appliquée avec assiduité dans les politiques de santé de ces dernières décennies ... Il faudra donc faire le bilan de ces décisions irresponsables.

En utilisant une rhétorique guerrière Macron a surtout dirigé cette « guerre sanitaire » contre les citoyen·nes et les salarié·es. Une « guerre sanitaire » servant de paravent pour revenir, sous couvert d'état d'urgence, sur les droits des salarié·es en augmentant la durée légale du travail, en forçant à la prise de congés payés pour ne pas avoir à financer même partiellement le chômage partiel. Nos libertés fondamentales tels les déplacements sont surveillées, le tracking téléphonique n'est plus écarté par le gouvernement, qui tente de faire croire à la recherche de solutions « respectueuses du RGPD » présenté comme une garantie suffisante.

L'après, il faut le préparer dès maintenant en dénonçant vigoureusement les atteintes aux droits et libertés car il n'y a pas de raison pour que la sortie de crise ne soit pas elle aussi l'occasion pour le gouvernement d'imposer ses vues autoritaires et antisociales.

Nous étions en lutte depuis le 5 décembre pour défendre nos retraites, et au-delà pour la justice sociale et écologique. Dans la continuité, la CGT, Confédération Paysanne, FSU, Solidaires avec d'autres organisations* préparent le Jour d'Après, avec un même mot d'ordre : « Plus Jamais Ça ! ». Nos organisations appellent chaque citoyen·ne – vous ! – à faire entendre sa voix pour défendre des mesures sociales, environnementales et féministes et construire, ensemble, le monde d'après plus juste, durable et solidaire en signant la pétition pour un Jour d'Après écologique, féministe et social.

#PlusJamaisCa, signons #PourLeJourDapres

La pétition peut être signée via les sites nationaux ou départementaux des différentes organisations signataires :

www.cgt.fr, www.fsu.fr, www.confederationpaysanne.fr, www.solidaires.org,

**Action Non-Violente , COP 21, Alternatiba, les Amis de la Terre France, Attac*

France, CCFD Terre Solidaire, Confédération paysanne, CGT, Convergence nationale des Services

Publics, Fédération syndicale unitaire (FSU), Fondation Copernic, Greenpeace France, Oxfam France,

Reclaim Finance, Union syndicale Solidaires, 350.org, Droit Au Logement, FIDL, UNEF, UNL, Syndicat de la magistrature.